

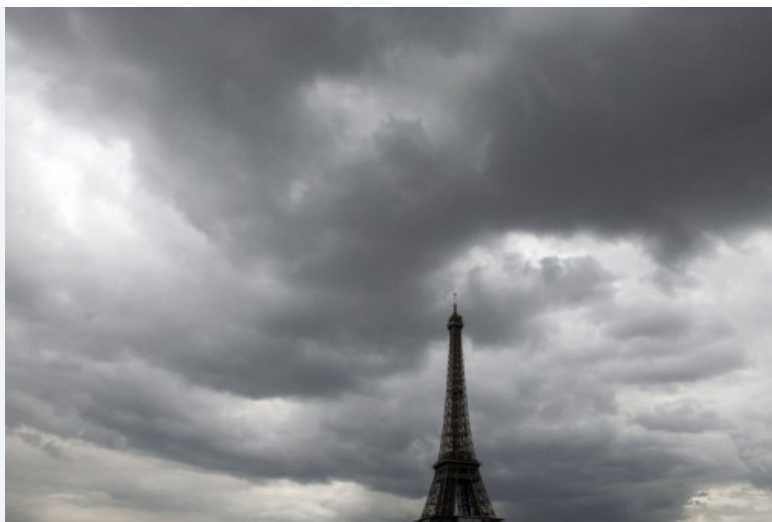
## TV5MONDE

## Politique

## Les Français restent "réformistes" mais les "réactionnaires" progressent

PARIS (AFP) - 03.11.2011 22:08

La proportion de "réactionnaires", c'est-à-dire ceux qui pensent qu'il faut revenir en arrière sur certaines évolutions de la société, a nettement progressé en France depuis quatre ans, pour atteindre 29%, mais une majorité demeure réformiste, selon un sondage Ipsos pour la Fondation Jean Jaurès, publié jeudi.



Vue de Paris.

La proportion de "réactionnaires", c'est-à-dire ceux qui pensent qu'il faut revenir en arrière sur certaines évolutions de la société, a nettement progressé en France depuis quatre ans, pour atteindre 29%, mais une majorité demeure réformiste, selon un sondage Ipsos pour la Fondation Jean Jaurès, publié jeudi.

Interrogés sur leur opinion sur la société, 29% répondent qu'"il faut revenir en arrière sur certaines choses", ce qui représente une "percée des réactionnaires", au sens étymologique du terme, puisqu'ils n'étaient que 13% en 2007, a relevé le directeur général de cette fondation proche du PS, Gilles Finchelstein, en commentant cette enquête devant la presse.

La France n'est pas pour autant conservatrice, selon cette enquête intitulée "Le nouveau paysage idéologique français": 43% appellent de leurs vœux de vrais changements (30% veulent "la réformer en profondeur", 11% "la transformer radicalement").

26% veulent "l'aménager sur quelques aspects mais sans toucher à l'essentiel", 2% "la laisser dans son état actuel" et 2% n'ont pas d'avis.

Pour M. Finchelstein, "sur ce sujet, s'il y a un clivage, ce n'est pas entre la droite et la gauche, mais entre les partis républicains et le Front national, qui compte 44% de réactionnaires".

Ce clivage se retrouve aussi sur la perception des conséquences de la mondialisation en France. Si 71% des Français jugent que le déclin du pays "n'est pas inéluctable", tandis que 25% le croient "inéluctable", les proportions sont respectivement de 50% et 47% chez les sympathisants du Front national.

L'enquête Ipsos confirme aussi, a noté Gilles Finchelstein, qu'"il existe, surtout chez les ouvriers, une tentation frontiste", à partir du raisonnement que le choix politique majeur aujourd'hui n'est plus entre la droite et la gauche, mais entre ceux qui rendraient la sortie de l'impuissance politique possible et les autres.

Le chercheur a pointé "la singularité" idéologique des ouvriers, "catégorie qui s'auto-positionne le moins à gauche sur l'échiquier politique" (31% contre 60% des cadres).

Cette population est "davantage nostalgique du passé" que la moyenne : 36% pensent le déclin "inéluctable", 42% sont pour "un retour en arrière sur certaines choses".

On voit ici émerger un clivage entre "ouverts" et "fermés" sur le monde extérieur, qui "se superpose partiellement au clivage droite-gauche".

Celui demeure néanmoins vivace en France. Si 58% l'estiment "dépassé" (une assertion seulement contestée par les sympathisants PS), 74% acceptent de se positionner à droite ou à gauche.

Le thème des inégalités est sur ce point le critère discriminant. 43% des sympathisants PS citent les inégalités parmi les principaux problèmes, contre 20% des sympathisants UMP.

Selon M. Finchelstein, "il y a un mouvement vers la gauche de l'opinion sur le plan idéologique". Entre autres éléments, a-t-il fait valoir, la solidarité, perçue par 55% des sondés

comme une valeur de gauche, est considérée par 62% comme un "mot important".

Sondage effectué du 16 au 17 août 2011 auprès d'un échantillon de 960 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, interrogé par téléphone. Méthode des quotas.

© 2011 AFP

